



DÉCLARATION
CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ARC LATIN
(Bruxelles, 16 juin 2010)

Les membres de l'Arc Latin, rassemblés dans la ville de Bruxelles le 16 juin 2010, réunissent leur Conseil d'Administration. Ils déclarent ce qui suit à propos de la Stratégie Europe 2020 et des répercussions qu'elle implique pour le territoire de l'Arc Latin :

Nous observons que les promesses faites dans la Stratégie de Lisbonne n'ont pas été tenues, et ce en partie en raison de l'inefficacité de la forme de gouvernance qu'elle prévoyait, et qui n'impliquait aucunement les gouvernements locaux. D'autre part, un déséquilibre notoire entre les dimensions sociale et environnementale par rapport à l'importance nettement supérieure accordée à l'économie et à la compétitivité est également en cause. Enfin, il convient de souligner également son manque d'adaptation aux différentes réalités sociales et économiques des territoires.

A l'heure d'approuver la Stratégie Europe 2020, nous constatons que la réalité actuelle et la situation de départ de la Méditerranée sont très distantes des objectifs qu'elle définit. Ainsi, le taux de population active occupée âgée de 15 à 64 ans sur le territoire de l'Arc Latin s'élève à 52.4%¹ alors que l'objectif défini par la Stratégie à l'horizon 2020 est que 75% de la population active âgée entre 20 et 64 ans soit occupée.

D'autre part, la stratégie Europe 2020 se fixe comme objectif d'investir 3% du PIB dans la R&D en 2020 alors que la moyenne actuelle dans les territoires de l'Arc latin s'élève à 0.98%.

En outre, il est nécessaire de souligner non seulement les différences existantes entre les Etats, mais également entre les territoires des différents Etats sur lesquels s'étend l'Arc Latin (dans le cas du pourcentage du PIB destiné à la R&D par exemple : il est

¹ Source : Toutes les données numériques sont issues de EuroStat

0.61% en Espagne, 1.02% en Italie et 1.33% en France), ainsi qu'entre les régions d'un même Etat auxquelles appartiennent des provinces membres du réseau (par exemple, la Corse destine 0.22% de son PIB à la R&D, tandis que la région Rhône-Alpes y destine 2.44%).

Au-delà des chiffres et des pourcentages, trois scénarios² possibles se présenteront à l'Arc Latin dans le futur :

- *Scénario de référence* - c'est-à-dire si les changements structurels en cours se poursuivent- les grandes métropoles seront favorisées tandis que les villes plus petites, dont l'économie se concentre sur des technologies moins décentralisées, souffriraient de ce changement. L'agriculture serait touchée par les changements de la PAC. Une partie de l'économie pourrait croître grâce à la production d'énergies durables, bien que tout le potentiel en la matière ne soit pas exploité. L'immigration se concentrerait dans les zones urbaines et touristiques.
- *Scénario défensif*, si les paramètres actuels s'aggravaient, les perspectives seraient moins favorables que dans le scénario de référence. Par exemple, le manque d'investissement du secteur public dans la R&D empêcherait le développement des pôles technologiques qui deviendraient des pôles secondaires et les économies régionales cesseraient de se moderniser. Les zones rurales souffriraient aussi des conséquences et de la stagnation économique, ce qui entraînerait l'entrée en récession de différents secteurs, dont le tourisme.
- *Scénario proactif* - supposons que les mesures internationales prises pour réduire les effets du changement climatique profitent à la production d'une croissance économique en Europe. Dans ce contexte, la société civile et les acteurs économiques seraient fortement impliqués et de nombreux secteurs de l'économie (énergies renouvelables, secteur technologique, ...etc.) pourraient bénéficier de nouvelles opportunités.

Dans tous les cas, il est inéluctable d'agir au moyen d'initiatives et de politiques ayant pour but d'atteindre les objectifs établis dans la Stratégie.

² Source : Rapport final du projet SPAN3 du programme ESPON

En ce sens, il faut souligner que les territoires de l'Arc Latin disposent d'instruments pour générer des changements positifs en vue de la réalisation des objectifs de la Stratégie Europe 2020. De fait, l'utilisation du potentiel humain et la promotion de la cohésion sociale contribuent à la production d'une valeur ajoutée pour l'ensemble du territoire si la diversité et la complexité de nos sociétés sont perçues comme un élément positif et non de rupture.

Nous constatons que dans la société actuelle, et celle du futur, la capacité à créer et à produire des idées innovatrices sera un élément clef dans le développement des territoires. Les administrations qui forment l'Arc Latin misent sur le talent et la créativité Méditerranéens, contribuant ainsi à la construction de territoires plus innovateurs, cohésifs et intelligents.

De plus, il est nécessaire de miser sur des infrastructures qui assurent la connectivité des territoires de l'Arc Latin et de ceux-ci avec le reste de l'Europe. En ce sens, nous retenons des initiatives tel que l'Axe Transpyrénéen et l'Axe Méditerranéen qui sont complémentaires et connectent le territoire de la Méditerranée avec le reste de l'Europe en permettant de profiter au maximum des opportunités de développement du territoire.

L'Arc Latin accueille favorablement les objectifs et les priorités proposées dans la Stratégie Europe 2020. En ce sens, nous soulignons la nécessité d'accorder la même importance aux objectifs environnementaux et sociaux qu'aux objectifs économiques. Toutefois, il convient de souligner que l'efficacité de cette stratégie restera limitée si les collectivités locales sont reléguées à un simple rôle exécutif, étant exclus du processus de définition des stratégies et des lignes d'action concrètes. C'est pourquoi il faudrait :

- Prendre en considération l'importance de chacune des trois dimensions de la stratégie (économique, sociale et environnementale) au niveau local et leur donner une véritable dimension territoriale, pour pouvoir apporter des réponses locales adaptées aux nécessités réelles des citoyens.
- S'attacher à prendre en compte la proportionnalité de la réalité de l'UE et des objectifs proposés par la Stratégie Europe 2020 avec la réalité locale et effectuer une pondération à ce niveau. Afin d'y parvenir, il est inéluctable que les collectivités locales impliquées disposent d'une certaine autonomie financière et des ressources nécessaires.

- Mettre en oeuvre des instances, permanentes et structurées, de concertation, mais également d'évaluation, ouvertes à tous les représentants des différents niveaux de gouvernements locaux.
- Que les objectifs de la Stratégie Europe 2020 devraient être liés aux objectifs de la future Politique Régionale et la programmation qui en dérive.

C'est pourquoi, l'Arc Latin et ses membres réaffirment leur volonté que dans chacun de leurs territoires soient mis en oeuvre les objectifs prévus dans la Stratégie et que les seuils s'adaptent à leurs réalités et à leurs spécificités.

En outre, l'Arc Latin soutient toutes les initiatives qui promeuvent la mise en oeuvre de cette stratégie. Il affirme sa volonté de promouvoir la participation de ses membres à ces dernières.

L'Arc Latin est convaincu que c'est à présent qu'il faut travailler et mettre en relation tous les acteurs. Il ne saurait être question de laisser la crise financière ajourner ces changements structurels nécessaires. Au contraire, elle doit être l'élément moteur du développement social, environnemental, en matière d'éducation, de recherche et d'innovation. En ce sens, il convient de souligner des initiatives comme la Convention des Maires et le Réseau de Monitoring de la Subsidiarité du Comité des Régions en tant que conséquence pratique de la gouvernance multi-niveaux. L'Arc Latin montre, de plus, sa volonté de collaborer avec le Comité Sociale et Économique Européen afin de développer des initiatives conjointes dans les thématiques sociales.

La Méditerranée est une, mais elle est complexe et diverse. De ce fait, il est nécessaire de développer une approche spécifique en vertu des diverses réalités de la Rive Nord et de la Rive Sud. L'Arc Latin est convaincu qu'il est inéluctable de prendre en compte les deux problématiques au lieu de développer des stratégies depuis la perspective septentrionale. Une étroite collaboration en matière d'immigration est ainsi particulièrement importante puisque le Nord se trouve confronté à une population en constant vieillissement alors que le Sud est doté d'une population jeune en croissance. Hormis certaines initiatives globales qui comprennent toute la Méditerranée (UpM, ARLEM), pour pouvoir atteindre les objectifs de la Stratégie Europe 2020, il est nécessaire de construire des espaces de collaboration plus étroits à tous les niveaux. Et c'est pour cela que l'Arc Latin mise sur le développement d'un espace macroregional

pour la Méditerranée Nord-occidentale qui complète les autres initiatives globales de la zone.

Enfin, l'Arc Latin - reprenant le « Manifeste de l'Insularité », approuvé à Palma de Majorque le 1 janvier 2008, ainsi que la déclaration finale résultant du Sommet intitulé « la reconnaissance de l'Insularité dans la politique régionale européenne », qui a eu lieu à Palma de Majorque le 26 avril 2010 - partage les visions émises dans ces documents et s'engage à rendre visibles les problématiques insulaires au sein de l'Union Européenne, spécialement vis-à-vis de la nouvelle place qu'elles devraient avoir dans les politique européennes régionale et de cohésion.